

Menaces russes sur le flanc oriental de l'OTAN : scénarios, stratégie et enjeux pour la sécurité européenne

FÉVRIER 2026



HARVARD Kennedy School

BELFER CENTER

for Science and International Affairs

L'Europe traverse l'environnement sécuritaire le plus dangereux depuis des décennies. La Russie combine des tactiques de zone grise et des menaces militaires ouvertes pour affaiblir l'OTAN et imposer de facto son veto sur les choix géopolitiques de ses voisins. Les évolutions des priorités de la politique étrangère américaine et des dynamiques d'alliance sous l'administration Trump rendent l'ampleur et la fiabilité du soutien des États-Unis moins certaines. Certains États européens ont pris des mesures importantes pour renforcer leur sécurité face à ces défis sécuritaires, mais de grandes lacunes en matière de préparation et de capacités subsistent sur l'ensemble du continent.

Ce rapport s'appuie sur une analyse par scénarios pour évaluer les actions russes les plus préoccupantes sur le flanc nord-est de l'OTAN. Plus précisément, il actualise et examine deux contingences clés : La première consiste en une escalade par la Russie de ses activités de zone grise, pouvant aboutir à une incursion limitée visant à s'emparer d'un territoire restreint. La seconde correspond à une offensive militaire à grande échelle, destinée à isoler les États baltes en prenant le contrôle du couloir de Suwałki. Ces scénarios utilisent des informations publiques pour cartographier les actions possibles de la Russie et clarifier les hypothèses et priorités présentées dans les jugements clés ci-dessous.

Jugements clés:

- **L'objectif stratégique central du président russe Vladimir Poutine est de diviser l'alliance de l'OTAN.** La manière dont Moscou exerce coercition et conflit en Europe traduit des constantes de sa politique étrangère, notamment la volonté perçue d'influencer les décisions internes et extérieures de ses voisins. La Russie n'envisage pas aujourd'hui de reconstituer par la force l'espace de l'ancienne Union soviétique ou de l'empire russe. Elle cherchera plutôt à affaiblir la confiance dans le Traité de l'Atlantique Nord et à isoler certains États vulnérables par des négociations diplomatiques séparées, selon la vision de Poutine.
- **Au cours des trois prochaines années, la Russie devrait intensifier sa campagne de zone grise contre les États membres de l'OTAN, qui pourrait se traduire par une incursion militaire limitée sur le flanc nord-est de l'alliance.** Au cours de cette période, les États-Unis devraient probablement devenir un partenaire moins fiable pour l'OTAN. Percevant une opportunité unique de fragiliser l'architecture de sécurité de l'OTAN, la Russie privilégiera des opérations limitées plutôt qu'une offensive conventionnelle.

de grande ampleur, à l'image de l'invasion de l'Ukraine. Cette approche pourrait se concrétiser par la tentative de s'emparer d'une zone restreinte mais symboliquement importante, par exemple autour de la ville frontalière estonienne de Narva, en recourant à des forces non identifiées et à des systèmes sans pilote afin de brouiller les responsabilités et de compliquer la réponse de l'OTAN.

- **Une opération éclair sur une zone frontalière symbolique pourrait instaurer un fait accompli avant que l'OTAN ne parvienne à un consensus politique.** En mobilisant des troupes non identifiées et des réseaux de proxys dotés de capacités éprouvées sur les champs de bataille ukrainiens, Moscou pourrait rapidement surpasser les forces locales et s'emparer de points clés avant qu'une résistance significative ne puisse s'organiser. La Russie pourrait ensuite tirer parti du temps nécessaire aux membres de l'OTAN pour décider de l'activation de l'Article 5, consolidant ainsi son contrôle et renforçant ses positions. Pour réduire le risque d'un tel scénario, les États européens doivent intensifier leurs efforts afin de perturber ces réseaux de proxys, de sabotage et d'influence nécessaires à ce type d'opérations, et veiller à ce que les forces locales et de réaction rapide disposent des capacités nécessaires pour repousser efficacement toute incursion.
- **Les États membres de l'OTAN doivent également se préparer à défendre les États baltes contre une offensive conventionnelle russe de grande ampleur, conçue pour les couper du reste de l'Alliance par la force.** Dans ce scénario plus dangereux, bien que beaucoup moins probable, la Russie pourrait lancer une offensive conventionnelle majeure afin de prendre le contrôle du seul corridor terrestre de l'OTAN vers les États baltes, déclenchant ainsi un conflit rapide et intense contre l'Alliance. Ce type d'attaque devient plus vraisemblable si Poutine juge que l'unité de l'OTAN est fragile ou si un conflit majeur ailleurs détourne l'attention de Washington de l'Europe.
- **Les gouvernements européens doivent planifier et constituer des forces capables de réagir aux contingences dans les États baltes, même en cas de soutien américain limité, retardé ou incohérent.** Les changements de priorités et les tensions avec certaines capitales européennes, par exemple sur la souveraineté du Groenland, renforcent les incertitudes concernant l'ampleur, la rapidité et la fiabilité d'une éventuelle intervention américaine. Les capitales européennes doivent donc éviter de présumer automatiquement de la participation des États-Unis et élaborer des plans anticipant des situations où leur soutien militaire serait retardé, restreint ou absent.
- **La capacité collective de l'Europe à dissuader ou repousser une agression sur le flanc est de l'OTAN dépendra de sa capacité à déployer des compétences critiques localement et à rationaliser les processus décisionnels et politiques pour les utiliser efficacement.** Dans les deux scénarios étudiés, les États membres de l'OTAN seraient confrontés à des contraintes telles que des structures de commandement fragmentées, des stocks limités et des processus décisionnels exigeant une coordination transnationale. Les États européens doivent donc coopérer afin de mettre en place des cadres de coordination multinationale plus rapides et plus agiles. Pour exercer pleinement leur autonomie en matière de sécurité, ils doivent également accélérer le développement de capacités critiques sur leur territoire, en particulier dans les domaines de la défense aérienne et antimissile intégrée, de la logistique et du soutien, ainsi que de la lutte contre les drones.
- **La sécurité européenne dépendra en grande partie de la résilience des populations et du niveau de détermination politique.** Une crise dans les États baltes mettrait immédiatement à l'épreuve cette détermination, en particulier si la Russie combine force massive en première ligne et opérations de sabotage, piratage et influence à l'arrière. Les gouvernements européens doivent donc investir de manière substantielle dans les communications stratégiques, la défense civile et les infrastructures de mobilisation. Si les pays baltes, la Pologne et les États nordiques ont progressé plus rapidement sur ces fondamentaux, la préparation de l'Europe dans son ensemble dépendra de leur institutionnalisation à l'échelle continentale.